

**« Instabilité démocratique et  
économie : une relecture historique  
et méthodologique de la théorie  
électorale de Downs »**

Auteur

**Julien Grandjean**

Document de Travail n° 2019 – 47

*Décembre 2019*

**Bureau d'Économie  
Théorique et Appliquée  
BETA**

[www.beta-umr7522.fr](http://www.beta-umr7522.fr)

 @beta\_economics

Contact :  
[jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr](mailto:jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr)

# **Instabilité démocratique et économie : une relecture historique et méthodologique de la théorie électorale de Downs**

**Julien Grandjean<sup>1</sup>**

## Résumé

L'objet de cet article est de proposer une relecture de l'ouvrage d'Anthony Downs (1957), *Une théorie économique de la démocratie*, contribution fondatrice pour l'analyse économique du politique. En particulier, cette relecture a pour but de montrer de quelle façon le modèle déployé par Downs permet de révéler différentes contradictions du système électoral démocratique. Nous montrerons ainsi que l'ensemble de l'ouvrage est traversé par une thématique fondamentale qui est celle de l'instabilité de la démocratie. L'une des originalités sur laquelle nous insisterons est le fait que, chez Downs, c'est par le biais de l'incertitude et des mécanismes sociaux qui sont utilisés par les acteurs politiques pour y faire face – au premier rang desquels l'idéologie – que la démocratie se trouve stabilisée. Mais cette stabilité a un prix qui est celui de la rationalité dégradée.

**Mots clés :** Anthony Downs, instabilité, démocratie, élections, information, idéologie

**JEL codes :** B21, B41, D72, D81

---

<sup>1</sup> Université de Lorraine, Université de Strasbourg, CNRS, BETA, 54000, Nancy, France.

L'ouvrage d'Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, publié en 1957 est sûrement l'un des ouvrages les plus cités de la littérature en économie politique. Une analyse bibliométrique réalisée par Mark Gray et A. Wuffle l'a récemment montré<sup>2</sup>. Il a été, avec *The Theory of Committees and Elections* de Duncan Black (1958)<sup>3</sup>, l'un des premiers ouvrages à faire renaître au milieu du XXe siècle l'analyse électorale en mobilisant à la fois des outils mathématiques issus du choix social naissant et les nouvelles approches de sociologie et de sciences politiques. Parmi elles figure notamment les travaux de Walter Lippmann (1922) concernant l'opinion publique ou de Robert A. Dahl (1956) à propos du fonctionnement démocratique.

L'objet de cet article est de revenir sur cette contribution fondatrice pour l'analyse du politique et d'en proposer une lecture différente de celle effectuée traditionnellement par les économistes. En effet, si pour de nombreux auteurs (Riker & Ordeshook 1968 ; Strom 1975, Coughlin 2004) l'ouvrage de Downs tient son importance du paradoxe du vote sur lequel il lève le voile ou du théorème de l'électeur médian<sup>4</sup> et si pour d'autres l'ouvrage en question tient son importance du fait qu'il constitue une première véritable assimilation de l'objet politique par l'économie (Banfield 1958 ; Diamond 1959 ; Marvick 1960), peu de lecteurs de Downs se sont concentrés sur les difficultés internes de la théorie de Downs et les contradictions du système électoral démocratique présentées tout au long de l'ouvrage. C'est précisément ce travail de reconstruction des idées politiques de Downs que nous souhaitons envisager.

L'ouvrage de Downs résulte du travail de thèse de l'auteur<sup>5</sup>. Il s'agit en réalité d'une « thèse prenant la forme d'un rapport de l'ONR »<sup>6</sup> (Almond, 1991, p. 117) publié en 1956. À l'origine, ce rapport rédigé par Downs avait pour titre *An Economic Theory of Government Decision-making in a Democracy*<sup>7</sup>. Titre qui dévoile clairement la visée de l'auteur, en l'occurrence travailler sur les règles de prise de décision de l'État. Downs regrette en effet le fait que le gouvernement, pourtant acteur important du fonctionnement de l'économie, ne soit pas pris en compte à sa juste valeur dans l'analyse économique. De ce fait, il explique que « le gouvernement n'a pas été intégré avec succès, en compagnie des décideurs privés, dans une théorie de l'équilibre général » (Downs, 2013 [1957], p. 17) et que « les théories économiques du comportement gouvernemental – pour autant qu'elles existent – échouent toutes à assigner un mobile aux individus qui participent au gouvernement » (*Ibid.* p. 322). C'est justement ce que l'auteur cherche à faire en étudiant le fonctionnement démocratique et plus particulièrement celui du système électoral représenté par le vote.

---

<sup>2</sup> Cette étude montre de façon graphique que l'ouvrage le plus cité dans le monde de la recherche en sciences politiques à propos du vote et du comportement des électeurs entre 1977 et 2004 est *An Economic Theory of Democracy* (Gray & Wuffle, 2005, p. 738). Le graphique compare les citations faites de l'ouvrage de Downs avec celles d'autres ouvrages de référence parus à la même époque comme *The Civic Culture* de G. Almond et S. Verba (1963), *The American Voter* de A. Campbell, P. Converse, W. Miller et D. Stokes (1960) ou encore *Voting* de B. Berelson (1954). Ces trois dernières références étant autant d'ouvrages rédigés par de purs politistes.

<sup>3</sup> Bien que nous évoquions ici seulement l'ouvrage de 1958, notons qu'un précédent article (Black, 1948) traite déjà du sujet.

<sup>4</sup> Résultat connu depuis Duncan Black (1948) au demeurant.

<sup>5</sup> Travail financé par l'Office of Naval Research, entité de recherche de la marine américaine.

<sup>6</sup> « it was presented as a dissertation in the form of a report to the ONR »

<sup>7</sup> Plus précisément, *Office of Naval Research Technical Report No. 32*. Almond note par ailleurs que « aucun changement n'a été fait entre le manuscrit de la thèse, le rapport et le livre publié » (*op. cit.*, p. 117, « No changes were made in the manuscript from dissertation to report to published book »).

Anthony Downs n'est pas le premier à analyser des problématiques d'ordre politique par le truchement des outils analytiques modernes des économistes<sup>8</sup> mais le modèle qu'il développe dans son ouvrage est novateur. Si ses prédécesseurs ont pris le parti de développer leur théorie dans un univers certain et empreint de stabilité<sup>9</sup>, Downs choisit d'abandonner la notion de bien-être social alors centrale à nombre de théories pour construire ce qu'il nomme lui-même un « monde modèle » qui se développe tout au long de sa démonstration en se structurant autour d'éléments centraux tels que le caractère rationnel des agents (électeurs comme candidats), la présence d'incertitude ou le dynamisme des partis. Ce « monde modèle » permet une avancée incontestable dans la compréhension et l'étude du fonctionnement de la sélection démocratique des dirigeants politiques.

Cependant, limiter la contribution de Downs aux seuls résultats que l'économie politique en a retenu conduit à sous-estimer le message global de l'ouvrage. Car c'est au moins autant la possibilité d'analyser en économiste le processus démocratique que les risques et les failles de ce système politique que Downs veut mettre en avant. Au fil de sa démonstration, Downs alerte en effet sur les dangers qui menacent le fonctionnement et l'essence-même de la démocratie.

C'est donc en partant du message politique de Downs que l'on peut mieux comprendre les choix analytiques qui ont été les siens. Plus précisément, nous montrerons que l'ensemble de l'ouvrage est traversé par une thématique fondamentale qui est celle de l'instabilité de la démocratie. Et, de manière surprenante, c'est finalement la présence d'idéologie politique qui contribue à stabiliser le système politique démocratique<sup>10</sup>. Étudiant de Arrow, il n'est pas étonnant que Downs ait été intéressé par le thème de la stabilité. C'est d'ailleurs ce thème que l'on retrouve chez Hotelling dont Downs s'inspire dans sa propre description de la dynamique électorale. Simplement, l'une des originalités sur laquelle nous souhaiterions insister est le fait que, chez Downs, c'est par le biais de l'incertitude et des mécanismes sociaux qui sont utilisés par les acteurs politiques pour y faire face – au premier rang desquels l'idéologie – que la démocratie se trouve stabilisée. Mais cette stabilité, nous le montrerons, a un prix qui est celui de la rationalité dégradée.

## 1. Un cadrage théorique refusant l'emploi de l'hypothèse de certitude

Dans son ouvrage, Downs propose d'étudier un « monde-modèle » structuré autour d'hypothèses fortes telles que la rationalité des agents et l'absence totale de certitude. Cette dernière hypothèse marque une différence profonde d'avec les auteurs qui l'ont précédé et qui ont choisi de travailler en monde certain.

### 1.1. Le concept central de rationalité

---

<sup>8</sup> Parmi les premiers économistes modernes majeurs à tenter de filer la métaphore du marché en politique se trouvent Joseph Alois Schumpeter (1942) – qui s'interroge notamment sur la notion de démocratie et sur le sens que celle-ci revêt et par là même propose une analogie entre démocratie et marché économique – ou encore le directeur de thèse de Downs, Kenneth Arrow (1951) – qui étudie le vote en tant que mécanisme révélant les préférences sociales des individus. Notons par ailleurs que certains politistes avaient déjà réfléchi en ce sens avant Schumpeter. Par exemple, Gabriel A. Almond (Almond, 1991, p.118) note que dès 1940 Pendleton Herring publie un ouvrage dans lequel il propose une analogie entre marché économique et fonctionnement des partis politiques aux États-Unis. Dans son analyse, le politologue explique que les actions du gouvernement américain sont des offres mises en place pour répondre à une demande qui émane de la population.

<sup>9</sup> Chez Arrow par exemple, les partis politiques sont stables en ce sens qu'une fois qu'ils se sont placés sur l'échiquier politique, leur placement est définitif.

<sup>10</sup> Cette intuition de Downs est fondamentalement novatrice en ce sens qu'à cette époque, « l'idéologie ne joue aucun rôle dans la théorie économique néoclassique » (« *Ideology plays no role in neoclassical economic theory* », North, 1992, p. 485)

Si l'objectif de Downs dans son travail de thèse est de proposer un traitement nouveau de questions d'ordre politique, il ne cherche pas à innover en matière de modélisation économique. Ainsi, le modèle qu'il construit et autour duquel s'articulent ses théories suit la droite ligne des analyses développées jusqu'alors. Downs explique en effet que « les théoriciens de l'économie ont presque toujours envisagé les décisions comme si elles étaient prises par des esprits rationnels »<sup>11</sup> (p. 18). Cela s'explique pour l'auteur par le fait que « pareille simplification est nécessaire pour prédire un comportement, dès lors que les décisions prises au hasard ou sans relations mutuelles ne forment aucune structure » (*Ibid.*). L'hypothèse de rationalité permet ainsi de structurer les relations et actions des individus en ce sens qu'elle leur apporte un sens et permet leur prédiction. L'hypothèse de rationalité forme ainsi le point de départ de l'analyse proposée dans l'ouvrage.

Par rationalité, Downs entend le fait que les hommes « poursuivent leurs propres intérêts directement, sans les déguiser » (*Ibid.*). Partant de ce postulat, l'analyse économique se déroule en deux temps : d'abord il faut découvrir les objectifs des individus avant d'analyser la manière de les atteindre la plus efficace. C'est une part de ce travail qui est proposé par Downs.

L'auteur indique que le modèle développé dans son travail a pour but de traiter de la fonction politique des élections – c'est-à-dire la désignation d'un gouvernement (p. 21) – et de partir de cette fonction pour analyser les comportements des électeurs et des candidats ou partis politiques en termes de rationalité. Un comportement rationnel, dans ce cadre, étant dirigé vers l'objectif assigné aux élections. Plus précisément, Downs définit dans son modèle la rationalité des agents de façon simple<sup>12</sup> : « un citoyen sera [...] rationnel lors d'une élection si ses actions lui permettent de jouer son rôle dans la sélection efficace d'un gouvernement » (p. 40).

Plus précisément encore, l'électeur est assimilé, à la façon de l'*homo oeconomicus*, à un *homo politicus* en ce sens qu'il cherche à maximiser ses gains<sup>13</sup> – il vote alors en faveur du candidat ou parti qui, pense-t-il, lui rapportera le plus. Plus formellement, l'électeur établit ce que Downs appelle « différentiel partisan », c'est-à-dire qu'il compare les gains qu'il pourrait avoir si chaque parti en lice prenait le pouvoir. Il vote alors ensuite pour le parti qui, selon ce calcul, serait enclin à lui offrir le maximum de revenu en utilité<sup>14</sup>. Le candidat, parti politique ou gouvernement, quant à lui, cherche à maximiser ses chances de remporter l'élection – et donc met en place les politiques ou propose un programme qui pourrait être susceptible de plaire au plus grand nombre<sup>15</sup> en ce sens qu'il apporterait un maximum de gains à un maximum d'individus. Ainsi, « l'hypothèse fondamentale [du modèle de Downs] repose sur le raisonnement suivant : les partis élaborent des politiques afin de gagner les élections, plutôt qu'ils ne gagnent les élections pour élaborer des politiques » (*Ibid.*, p. 45).

Downs abandonne donc – et c'est là une vraie rupture par rapport aux auteurs qui l'ont précédé et inspiré – toute prétention de bien-être social de la part du gouvernement. Ce dernier ne se

---

<sup>11</sup> Downs ne nie pas le fait que certains économistes avant lui ont mis en doute l'hypothèse de rationalité. Il cite à ce titre les « dénégations chagrines » (p. 18) de Thorstein Veblen ou de John Maurice Clark.

<sup>12</sup> Downs fait le choix de simplicité de façon consciente. Il est tout à fait lucide sur le fait que le choix qu'il opère d'analyser le comportement des individus partant de l'hypothèse de rationalité limite la comparaison entre ses résultats et la réalité en ce sens que parfois « les individus votent *de fait* de manière à plaire à leur épouse – et vice versa – plutôt que pour exprimer leurs préférences politiques » (p. 22). Downs note que ce type de comportement, bien que ne faisant pas partie de son analyse, peut être considéré comme tout à fait « rationnel dans le contexte des situations domestiques » (*Ibid.*) et renvoie notamment aux travaux de Paul Lazarsfeld pour plus de détails.

<sup>13</sup> Dans son analyse, Downs parle de maximisation du revenu en utilité réel ou hypothétique

<sup>14</sup> Le calcul mené par l'électeur est plus fin que cela dans l'analyse de Downs. Ainsi, l'électeur ajuste son différentiel partisan en appliquant un facteur tendance et un taux de performance aux partis en lice. Cependant, il nous semble que l'exposé exhaustif du calcul mené par les électeurs n'est pas à propos ici.

<sup>15</sup> La définition précise que Downs donne au terme d'action rationnelle est le suivant : « action conçue avec efficacité pour réaliser des objectifs politiques ou économiques consciemment sélectionnés par l'acteur (p. 35).

souciera en effet du bien-être social que si ce but favorise sa réélection (*Ibid.*). Un autre point distingue clairement le travail de Downs de celui de ses prédécesseurs : le fait que son « monde modèle » « diffère du monde de l'équilibre général<sup>16</sup> parce qu'il contient de l'incertitude » (p. 28).

## 1.2. De l'instabilité en monde certain

Afin de comprendre les raisons qui ont poussé Anthony Downs à formuler son analyse en univers incertain, il convient de comprendre pourquoi l'hypothèse de certitude, pourtant adoptée par ses prédécesseurs, a été écartée.

Outre le fait d'indiquer que l'incertitude est « une force fondamentale affectant toute activité humaine » (p. 28), la volonté de Downs d'employer l'hypothèse d'incertitude<sup>17</sup> est développée par l'auteur comme suit.

Avant de proposer une analyse prenant forme en univers incertain, Downs commence par poser les bases d'un modèle qui fonctionne en univers certain. Il montre alors que faire l'hypothèse de certitude dans le monde politique conduit à des résultats très négatifs concernant la capacité de la démocratie à se maintenir. On trouve ainsi des affirmations qui semblent difficiles à comprendre à première vue : « La démocratie ne peut fonctionner en univers certain, sauf si les électeurs sont quasi tout à fait d'accord sur toutes les questions » (*Ibid.*, p. 81). Dans un monde certain, nous dit Downs, le risque est grand d'un glissement de la démocratie représentative à l'absolutisme. C'est ce que nous allons montrer.

Downs, on l'a dit, est un élève de Arrow et les travaux de ce dernier – notamment le fameux théorème (Arrow, 1951) – sont discutés dans l'ouvrage. Downs s'intéresse particulièrement à ce qu'il nomme le « problème d'Arrow » qu'il résume comme suit : au moment de l'élection, si l'ensemble des électeurs ne parvient pas à définir un objectif commun, le principe de majorité – central dans une démocratie – fait que le parti au pouvoir ne peut être réélu. En effet, lorsque plusieurs options sont proposées aux électeurs et qu'aucune n'est soutenue par la majorité, le gouvernement qui souhaite être réélu ne peut l'être, quelle que soit la position qu'il adopte : l'opposition, qui aura attendu que le gouvernement choisisse une position, peut le mettre en échec en adoptant une autre position, qui sera préférée à celle du gouvernement. En effet, « l'opposition peut choisir une autre solution et prendre la même position que le programme gouvernemental sur toutes les autres questions de manière à réduire les élections à ce sujet et à battre le parti au pouvoir, quelle que soit la solution choisie par les sortants » (*Ibid.*, p. 80).

Ainsi, indique Downs, « comme le professeur Arrow l'a montré, dans ce genre de situation, il est impossible pour le gouvernement d'adopter une politique rationnelle » (*Ibid.*), c'est à dire une politique qui lui assure la victoire lors des élections. L'auteur ajoute, sans le démontrer, que « *a priori* [le gouvernement] rencontre ce dilemme au moins une fois par législature » (*Ibid.*). De fait, si le gouvernement anticipe qu'il ne sera pas réélu, alors aucun mécanisme de contrôle de son action ne peut plus jouer dans la mesure où c'est précisément par le biais de la menace de non-réélection que le système démocratique limite le pouvoir discrétionnaire des partis aux affaires. Le gouvernement n'est pas incité à prendre des mesures qui plairont à l'électorat et donc à la majorité, puisque celle-ci ne l'en remercierait pas. Les politiques qui seront alors décidées et mises en place ne le seront que dans l'intérêt des membres du

---

<sup>16</sup> Plus précisément, il diffère du monde de l'équilibre général tel qu'il est construit à la fin des années 1950. Voir Debreu (1959).

<sup>17</sup> Downs définit l'incertitude comme « tout manque de connaissance certaine à propos d'événements passés, présents, futurs ou hypothétiques » (p. 97).

gouvernement et de leurs partisans. La démocratie basculera alors vers un système politique absolutiste.

Dans ce cadre, et par contraposée, il apparaît fondamental pour la survie de la démocratie et pour son bon fonctionnement que la vie politique se déroule dans un univers incertain. Cette nécessité apparaît également de façon plus pragmatique pour Downs en ce sens que, comme nous l'avons dit, l'un des piliers du modèle qu'il développe est l'hypothèse de rationalité. Or, comme nous venons de l'indiquer, dans un monde incertain, le gouvernement est empêché d'agir de façon rationnelle. Pour maintenir le comportement rationnel, l'incertitude s'impose.

Deux hypothèses semblent donc former le socle théorique du modèle de Downs : la rationalité des agents et l'incertitude. Or, nous allons le voir, cette dernière hypothèse ne s'emploie pas sans poser de soucis.

## 2. Les maux démocratiques liés à la présence d'incertitude

Le modèle développé par Downs est conduit à se détourner de l'hypothèse de certitude. C'est alors que l'auteur fait de l'incertitude l'un des piliers de son analyse. Celle-ci touche à la fois les partis politiques et les électeurs si bien que de nouveaux problèmes apparaissent, qui vont pouvoir être maîtrisés par le développement d'idéologies politiques.

### 2.1. Incertitude et instabilité chronique de l'équilibre politique

Dans son modèle composé de deux classes d'acteurs – les électeurs d'un côté et le gouvernement, les partis politiques ou candidats d'un autre côté – l'ensemble des individus est confronté à l'incertitude. L'incertitude des électeurs concerne la connaissance des volontés réelles des partis politiques, la connaissance des actions mises en place par le gouvernement ou encore le comportement de vote des autres électeurs (p. 100). Les partis politiques sont quant à eux frappés par l'incertitude en ce sens qu'ils ignorent le comportement futur des secteurs économiques privés, les conséquences de leurs propres actions ou encore les relations d'influence existant entre électeurs (pp. 100-101). L'incertitude affecte de ce fait la prise de décision politique dans les deux groupes d'individus.

Face à cet état des choses, les partis politiques d'opposition ou le gouvernement, cherchant à atteindre ou conserver le pouvoir – et donc à maximiser le nombre de votes en leur direction – « modèlent leurs politiques pour convenir aux électeurs afin de gagner un maximum de suffrages » (p. 109). Dans ce cadre, « l'incertitude contribue donc à convertir la démocratie en gouvernement représentatif » (p. 110) en ce sens que les exigences des électeurs sont au fondement des politiques proposées. Downs développe de ce fait un modèle dynamique, emprunté aux analyses de Harold Hotelling et Arthur Smithies mais tout à fait innovant dans le sens où il est l'un des premiers à chercher à décrire le fonctionnement d'un système qui ne reste pas inerte. La réflexion déployée se fait en deux temps. Il va d'abord montrer que la distribution

des électeurs influence le nombre de partis politiques présents<sup>18</sup> puis que la forme de la distribution est à la base des possibilités de mouvement des partis<sup>19</sup>.

Ainsi, lorsque la distribution des électeurs le commande, le système politique peut être assimilé à un système bipartite. Dans ce cas il existe un risque de chevauchement des politiques proposées par les deux partis qui, cherchant à brasser le plus grand nombre d'électeurs, visent à étendre au maximum leur emprise sur l'échelle politique. Ainsi, chaque parti cherche à se rapprocher de son adversaire sur les questions modérées – qui se trouvent convenir aux électeurs plutôt centristes – tout en saupoudrant « ces politiques modérées de quelques positions extrêmes » (p. 161) afin de plaire aux électeurs éloignés du centre de la distribution. Ce sont d'ailleurs ces propositions radicales qui permettent de comprendre de quel côté de la médiane politique se situent les partis. Il reste cependant que la majeure partie de leurs propositions se chevauchent autour de la médiane, au centre de l'échelle, entretenant ainsi une forme d'ambiguïté quant à la position réelle que souhaiterait adopter le parti si la distribution des électeurs ne l'obligeait pas à agir ainsi.

Le modèle développé est à partir de là instable. Chaque équilibre politique est bousculé par les changements de positions incessants des partis et un cycle se met ainsi en place<sup>20</sup>. En cela, l'hypothèse d'incertitude entraîne une forte instabilité politique. De plus, l'incertitude qui entoure le positionnement politique agit comme un voile posé sur la position réelle des partis, rendant leur différenciation difficile. Le vote des électeurs peut de ce fait perdre en rationalité. Ainsi, « le comportement rationnel des partis politiques tend à décourager le comportement rationnel des électeurs » (p. 162)<sup>21</sup>. Il y a donc une forte tension entre la rationalité des uns et celle des autres. Le vote, « en tant que processus de sélection du gouvernement » (p. 164), est ainsi contraint à l'irrationalité par la présence d'incertitude.

L'instabilité de l'équilibre politique n'est pas la seule difficulté induite par l'existence d'incertitude dans le « monde modèle » de Downs. En effet, l'imperfection de l'information devient également un problème de taille pour le fonctionnement démocratique.

## 2.2. Information imparfaite, menace abstentionniste et inégale distribution du pouvoir politique

---

<sup>18</sup> Une distribution bimodale entrainera par exemple l'existence de deux partis, une distribution unimodale n'accordera de place qu'à un parti unique. Notons qu'un changement dans la distribution des électeurs peut entraîner la naissance de nouveaux partis qui viennent s'ajouter aux partis historiques, voire la disparition de l'un de ces derniers.

<sup>19</sup> Par exemple, si la distribution des électeurs le long de l'axe politique allant de l'extrême gauche à l'extrême droite suit une loi normale, les partis vont se rapprocher du centre jusqu'à se confondre de façon à capter les électeurs centristes.

<sup>20</sup> Cette idée de cycles est évoquée par Alesina (2000) lorsqu'il indique que « l'incertitude électorale est associée avec l'incertitude politique qui mène à des cycles partisans » (« *electoral uncertainty is associated with policy uncertainty that leads to partisan cycles* », p. 120).

<sup>21</sup> Cette réflexion est également reprise et développée sous un autre angle par Alesina (1988), qui revient sur le fait qu'il peut être rationnel pour un parti d'agir de sorte que le vote de l'électeur perde en rationalité. En effet, Alesina explique que « l'asymétrie d'information génère une motivation pour les décideurs politiques à générer des comportements sous-optimaux à l'approche des élections » (« *asymmetry of information generates an incentive for the policymakers to engage in sub-optimal signaling behavior before elections* », p. 35). Ces comportements sous-optimaux consistent par exemple en des hausses visibles de dépenses publiques, des réductions de taxes, etc. qui ont pour but de faire penser aux électeurs que les décideurs politiques en place sont compétents, c'est-à-dire « capables de fournir des biens publics ou des transferts de façon efficiente » (« *[able] to provide public goods or transfers efficiently* », p. 36). Pensant donc que certains partis sont plus compétents que d'autres, les électeurs vont rationnellement voter pour eux. En réalité en imaginant voter de façon rationnelle, les électeurs choisissent des partis dont l'action est irrationnelle et pour lesquels, en univers certain, il n'aurait pas été rationnel de voter.

L'incertitude, dont le « monde modèle » de Downs est empreint, a d'autres conséquences négatives sur le fonctionnement démocratique. Outre l'instabilité politique qu'elle provoque, elle entraîne également une imperfection de l'information importante et par là même des coûts liés à l'acquisition de l'information qui eux aussi peuvent être importants. Ces coûts, subis par les électeurs notamment, interviennent dans un contexte social marqué par des inégalités de revenus. Downs montre au cours de son développement que la structure sociale de la société n'est pas neutre lors des élections. Il explique que « la possession de ressources autres qu'un bulletin de vote accroît sans aucun doute l'influence potentielle d'un citoyen sur la politique du gouvernement » (p. 115). En d'autres termes, la richesse des citoyens conditionne leur influence.

L'information ne s'acquiert que par un processus long et coûteux<sup>22</sup> si bien que parfois certaines étapes de ce processus peuvent être confiées à des tierces personnes dans un souci d'économie d'accès à l'information. Comme l'indique Downs, dans les sociétés modernes, « la plupart des citoyens [...] ne collectent pas eux-mêmes l'information dont ils ont besoin pour prendre une décision politique » (p. 245). Dans ce contexte, les individus à qui l'on demande de rapporter les informations ont un rôle important. Ainsi, tout comme « tout observateur qui rend compte d'un événement doit choisir de transmettre certains faits et d'en ignorer d'autres, ce qui biaise son rapport ipso facto » (*Ibid.*), il est à leur discrétion de rapporter les faits tels qu'ils le souhaitent. Le caractère rationnel des individus vient édulcorer cela en ce sens que, bien souvent, les individus qui souhaitent déléguer leur recherche d'informations se tournent vers des rapporteurs qui, pensent-ils, vont vraisemblablement s'intéresser aux mêmes faits et de la même façon qu'eux<sup>23</sup>.

Outre l'observation directe ou le fait de confier à des intermédiaires leur collecte, les individus peuvent aussi trouver de l'information diffusée par certains fournisseurs d'informations bien spécifiques. Les électeurs doivent donc prendre des décisions les plus rationnelles possibles en termes de vote à partir d'éléments qui, parfois sont totalement ou partiellement biaisés. Pour Downs, seule l'adoption rationnelle, scrupuleuse et coûteuse d'information peut réduire cet effet. Il faut alors que les électeurs respectent minutieusement chacune des étapes nécessaires à la construction d'un vote rationnel en se fondant sur des informations vérifiées ou même émanant du gouvernement lui-même, qui fournit « une documentation importante aux citoyens » (p. 261), documentation neutre en ce sens qu'elle « n'est pas d'essence politique » (pp. 260-261)<sup>24</sup>.

En tout état de cause, le fait est que les individus qui disposent de plus de moyens que les autres disposent également d'informations en plus grande quantité et souvent de bien meilleure qualité. Les électeurs les moins fortunés n'ont pas le loisir de construire leur vote de façon tout à fait rationnelle et sont obligés de se tourner vers les diffuseurs d'informations, qui peuvent

---

<sup>22</sup> Le processus d'acquisition de l'information est composé de différentes étapes qui correspondent toutes à un coût spécifique pour Downs. Il existerait ainsi deux catégories de coûts principales : les coûts transférables et les coûts non transférables. Les premiers sont composés des coûts d'acquisition (collecte, sélection, transmission des informations), des coûts d'analyse (*fact checking*) et des coûts d'évaluation (mise en relation des données avec les objectifs de l'individu). Les coûts non transférables sont quant à eux les coûts que l'électeur est obligé de supporter : assimilation de l'information et déplacement ou non au bureau de vote. Voir Downs, 2013 [1957], pp. 242-243 pour une analyse plus détaillée de ces étapes et de ces coûts.

<sup>23</sup> Karl Mannheim (1956 [1929]) ou Walter Lippmann (1960 [1955], 1965 [1922]) font déjà état de cela. Ils expliquent en effet que bien souvent les individus, face à un monde bien trop complexe choisissent pour s'informer ou débattre des journaux ou individus qui partagent en fait avec eux des valeurs communes et avec lesquels ils partagent parfois les mêmes idées et opinions.

<sup>24</sup> Notons que Downs évoque, sans pour autant l'intégrer dans son analyse, l'existence possible de fausses informations, c'est à dire « factuellement incorrecte[s] » (*Ibid.*, p. 63), qui peuvent pourtant elles-aussi menacer la rationalité du vote des électeurs.

justement se révéler être d'autres électeurs qui, eux, plus fortunés, et parfois constitués en groupes, disposent d'informations. Lorsque ces derniers prennent conscience de leur pouvoir sur les premiers, ils peuvent décider de ne diffuser que les informations qui pousseraient les électeurs mal informés à diriger leurs votes d'une façon ou d'une autre. Ainsi, des électeurs fortunés farouchement opposés au gouvernement en place pourraient profiter de l'imperfection de l'information pour ne diffuser que des données à charge contre ce gouvernement de sorte que les électeurs qui ne fondent leur vote que sur ces données soient amenés à ne pas réélire le gouvernement.

L'hypothèse d'incertitude entraîne ainsi « un biais de distribution du pouvoir politique » (p. 301). Si l'essence-même de la démocratie est de permettre à chacune et chacun d'exprimer sa volonté lors des élections de façon tout à fait égalitaire, dans les faits l'hypothèse d'incertitude fait que des disparités existent.

Mais les inégalités de revenu ont d'autres conséquences fâcheuses pour la démocratie. Elles apparaissent lorsque Downs s'intéresse au coût du vote lui-même. En dehors de toute taxe visant le vote, celui-ci peut sembler absolument gratuit. Or il n'en n'est rien. Un coût d'opportunité, parfois important, lui est imputable. En effet, le fait de voter nécessite de prendre du temps : pour s'inscrire sur les listes électorales, pour former son opinion sur les différents programmes et pour se rendre à l'isoloir. Ainsi, si le temps utilisé pour voter est utilisé au détriment des heures de travail, le coût du vote peut avoir un impact important. Il pénalisera par ailleurs une nouvelle fois plus les classes les moins aisées de la société pour qui un différentiel de salaire, si faible soit-il, aura un impact plus important.

Ce coût inhérent au vote peut, de façon rationnelle, écarter un nombre important d'électeur des urnes. En effet, lorsque le rendement marginal du vote est faible et que le coût est élevé, il est rationnel pour un individu de ne pas se rendre au bureau de vote et de s'abstenir. Seuls ceux pour qui le coût du vote est inférieur ou égal à son rendement voteront de façon rationnelle. Cela est le cas notamment pour les classes sociales les plus aisées qui, rappelons-le, ont un pouvoir politique plus important dû au fait qu'ils disposent de plus d'informations. De fait, un risque important ici est que seules les volontés des citoyens les plus riches soient prises en compte lors des élections. Ainsi, si l'abstention n'est pas une menace pour la démocratie en temps normal, c'est à dire lorsque le vote est considéré comme absolument gratuit, en revanche « des coûts positifs du vote modifient cette situation en amenant à s'abstenir aussi des individus aux préférences bien arrêtées » (*Ibid.*, p. 304). Le moindre coût peut dès lors menacer d'effondrement la démocratie.

De fait, l'exercice de la démocratie n'assure pas l'égalité de tous face au vote comme cela devrait pourtant être le cas mais, en plus de cela, menace la pérennité du système lui-même.

### 3. L'idéologie politique comme solution partielle aux maux de la démocratie

Nous venons de le voir, les hypothèses dictées par le modèle downsien, à savoir la rationalité des individus et l'obligatoire certitude, sont à la base du développement de soucis d'envergure pour le fonctionnement démocratique. D'abord ils entraînent une instabilité chronique de l'équilibre politique puis ils entraînent une distribution inégalitaire du pouvoir politique par le truchement de l'imperfection de l'information. Un élément cependant introduit par Downs dans son analyse permet de répondre, en partie au moins, à ces soucis : le développement de l'idéologie politique.

#### 3.1. L'idéologie politique comme vecteur de stabilité

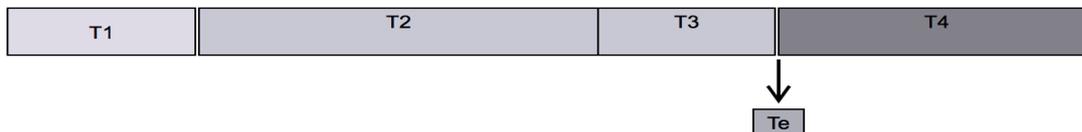
Dans son analyse, Downs indique que les partis politiques développent une idéologie politique<sup>25</sup>, c'est-à-dire « une image verbalisée de la société idéale et des principaux moyens de la construire » (p. 119). Cette *Weltanschauung*<sup>26</sup> est entendue comme « un moyen d'obtenir le pouvoir politique » (*Ibid.*) et est propre à chaque parti.

L'idéologie développée par chaque parti est d'abord un moyen pour les électeurs de connaître le positionnement politique des partis sans avoir à subir de coûts d'information trop importants. En effet, en affichant une idéologie claire, chaque parti va implicitement faire comprendre aux électeurs le type de politiques qu'il souhaite mettre en place ou en tout cas la direction vers laquelle ses politiques vont tendre. Ainsi les électeurs pourront voter de façon rationnelle non pas en fonction de l'adéquation entre des politiques précises et leur point de vue sur celles-ci mais en fonction de l'adéquation entre l'idéologie qui est la leur – c'est-à-dire celle qui, pensent-ils, leur est la plus bénéfique – et celle qui est développée par le parti. Ainsi, un électeur aux penchants libéraux par exemple votera pour un parti qui affiche une volonté libérale importante et n'aura pas à dépenser trop de ressources dans l'acquisition d'informations supplémentaires. L'idéologie développée par le parti lui sera suffisante pour arrêter son vote.

De leur côté, les partis politiques vont chercher à développer l'idéologie qui leur sera à eux aussi la plus bénéfique, c'est-à-dire celle qu'ils estiment pouvoir leur rapporter le plus de suffrages lors des élections.

Pour que l'idéologie développée permette effectivement d'attirer les suffrages, il faut qu'elle soit prise au sérieux par les électeurs. Elle doit ainsi être développée de manière cohérente, c'est-à-dire de façon fiable et responsable<sup>27</sup>. Sur ce point, Downs schématise sa pensée de la façon suivante :

T1 correspond à la campagne qui précède la législature actuelle ; T2 correspond à la législature actuelle ; T3 correspond à la campagne de fin de législature actuelle ; Te correspond au moment de l'élection et T4 correspond à la prochaine législature.



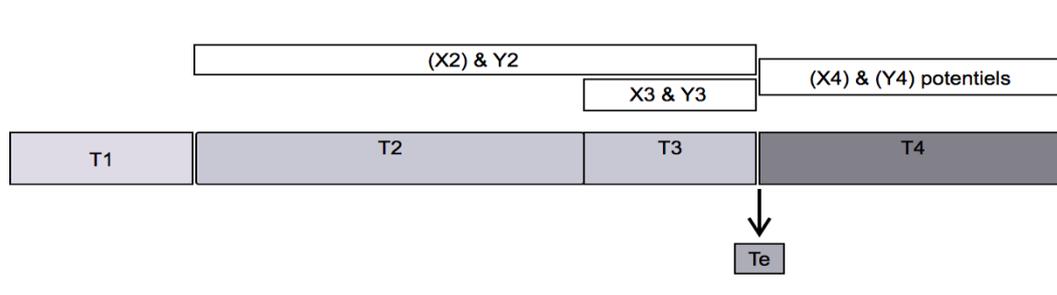
<sup>25</sup> Cet emploi de l'idéologie politique chez Downs provient en fait de l'analyse menée par Karl Mannheim (1956[1929]) à qui il est fait explicitement référence. Dans son ouvrage, considéré aujourd'hui encore comme un classique de la sociologie de la connaissance, Mannheim propose une analyse du fonctionnement de l'idéologie.

<sup>26</sup> *Weltanschauung*, de l'allemand *welt* (monde) et *anschauung* (vision), signifie vision du monde ou conception du monde.

<sup>27</sup> On retrouve ici une idée qui sera développée par Arthur Denzau et Douglass North (1994) lorsqu'ils s'interrogent sur les liens entre prise de décision et forte incertitude. Les auteurs expliquent que dans un contexte où l'incertitude est forte au point pour les décideurs de ne pas être capables d'anticiper les issues liées aux différents choix qui s'offrent à eux, alors l'idéologie et les modèles mentaux est une façon de guider les choix. En guise d'illustration, les auteurs indiquent que lors d'un achat, pour savoir s'il peut discuter du prix, le consommateur va chercher à « construire un modèle mental du vendeur (« *bulding a mental model of the seller* », p. 10) fondé notamment sur les interactions passées avec le même vendeur et avec les autres vendeurs dans de pareilles circonstances. C'est la même idée qui est proposée par Downs à propos des électeurs face au choix politique.

L'idée est également reprise par Nordhaus (1975), qui fonde une partie de son raisonnement sur le fait que face à une situation d'information imparfaite quant à la faisabilité des politiques ou de leurs objectifs, « les ménages forment des prévisions quant au comportement habituel des partis politiques, prévisions fondées sur leur comportement passé » (« *households [...] form a set of expectations of what is the usual behaviour of political parties, this expectation based on past behaviour* », p. 172). En cela, Dubois (2016) indique que « Downs [...] a proposé une hypothèse qui constituerait un fondement pour Nordhaus (1975) » (*Downs [...] proposed a hypothesis that would serve as a foundation for Nordhaus's (1975) paper* », p. 236).

Deux partis sont présents : X et Y. X est au pouvoir pendant la législature actuelle, (X2) sont les actions réalisées par X durant cette période. Y est dans l'opposition pendant la législature actuelle, Y2 sont les déclarations faites par Y durant cette période. Y3 correspond aux déclarations faites par le parti Y pendant la campagne en T3 pour accéder au pouvoir en T4. Les électeurs doivent juger du potentiel de (X4) et de (Y4) à partir des événements survenus entre T1 et la fin de T3. Vont entrer en compte les déclarations X3 et Y3 en ce sens qu'elles sont censées prédire (X4) et (Y4). Or les électeurs vont également se rapporter à (X2) et Y2 pour juger du sérieux des promesses de campagnes tenues en T3.



À partir de là, il est possible de juger de la fiabilité et de la responsabilité d'un parti politique. Selon Downs, un parti est dit fiable s'il est possible de prédire son comportement à partir de ses déclarations en début de législature (p. 128). Il est dit responsable si son comportement passé est en adéquation avec son comportement présent (*Ibid.*). On peut de ce fait anticiper les actions en T4 à partir de celles réalisées en T2 lorsqu'il s'agit d'un parti fiable et responsable.

Un parti responsable ne peut balayer ses actions passées et ne peut donc pas procéder à un changement radical d'idéologie. La cohérence de l'idéologie déployée par les partis mène à ce que Downs appelle « immobilisme idéologique » (p. 134). Ce terme renvoie au fait que les changements doctrinaux sont lents.

Cet immobilisme idéologique dont parle Downs en le qualifiant de rationnel<sup>28</sup> est renforcé par une seconde forme lenteur qui est représentée par l'immobilisme institutionnel. Celui-ci s'explique selon Downs par le fonctionnement interne des partis lorsqu'il s'agit de changer de programme politique et donc par là même de dirigeants. Ainsi, « la lutte pour le pouvoir à l'intérieur de chaque parti est assez semblable au conflit entre les partis » (*Ibid.*). Chaque membre du parti qui propose sa candidature doit lui-même endosser une idéologie qu'il fera celle du parti une fois élu. À nouveau, l'idéologie choisie par les candidats à l'intérieur même du parti sera celle qui leur attirera le maximum de votes d'adhérents.

Downs ajoute, pour pallier tout problème d'adéquation entre idéologies politiques en place et volontés des électeurs, que si un changement d'importance intervient au sein de la distribution des électeurs, « l'immobilité des partis existants les empêchera sans doute de s'adapter rapidement » (p. 155) mais champ libre sera laissé à de nouveaux partis. Ceux-ci pourront alors émerger et capter les électeurs qui se sont déplacés le long de l'échelle politique. Les nouveaux partis, qui ne connaissent pas encore les contraintes idéologiques dont les partis en place doivent s'accommoder, pourront adopter une toute nouvelle idéologie en adéquation avec les attentes des électeurs.

<sup>28</sup> Le retard idéologique est qualifié de rationnel par Downs en ce sens que la cohérence dont les partis doivent faire preuve dans leur idéologie oblige à un certain immobilisme.

C'est ainsi que l'idéologie politique instille une stabilité beaucoup plus durable au régime démocratique, et permet du même coup de résoudre le problème de Hotelling de l'instabilité de la concurrence. Elle permet en outre aux individus de voter de façon rationnelle tout en économisant une partie importante des coûts liés à la recherche d'information. Si cette idéologie salvatrice est une des clés de voûte du modèle downsien, elle ne constitue cependant pas une solution entièrement curative de l'ensemble des problèmes rencontrés lors de l'exercice démocratique. Pis encore, elle induit une rationalité moindre de la part des agents.

### 3.2. Apparition d'un *trade-off* entre idéologie et rationalité (p.163-165)

Si la présence d'idéologie est un prérequis nécessaire à la stabilisation de l'équilibre politique, elle n'en reste pas moins une solution partielle.

D'abord, l'élaboration d'une idéologie politique n'est pas une science exacte. Nous l'avons noté, chaque parti développe une idéologie qui est censée pouvoir attirer un maximum d'électeurs. L'hypothèse d'incertitude fait cependant que le gouvernement « doit avoir des agents qui « prennent le pouls » de la population » (p. 111) s'il veut savoir comment orienter son idéologie au mieux. De cette façon, les attentes des électeurs sont remontées auprès du gouvernement, qui sait alors dans quelles directions il doit diriger sa campagne. Cependant, bien souvent les électeurs eux-mêmes ont des idées très vagues de ce qu'ils désirent et donc les éléments remontés par les intermédiaires sont lacunaires et parfois flous. Ainsi, « sur nombre de questions, les représentants n'ont rien à représenter » (p. 112). C'est dans cette brèche ouverte que les lobbies peuvent intervenir, en manipulant l'opinion publique à leur avantage.

Certains lobbyistes, qui ont des idées très tranchées sur ce qu'ils veulent obtenir du gouvernement vont offrir à ce dernier de lui transmettre les souhaits d'une majorité de citoyens. Or ces souhaits sont uniquement ceux d'un groupe représenté par les lobbyistes et non ceux de la majorité. Le gouvernement est donc floué. Mais quand bien même le gouvernement verrait clair dans le jeu des lobbyistes, il n'aurait d'autre choix que de s'accrocher à eux en ce sens que les représentants propres du gouvernement ne sont que d'une aide toute relative. Il vaut mieux alors pour le gouvernement prendre des décisions qui satisferont au moins une partie de l'électorat plutôt que d'avancer à l'aveugle.

Ce processus crée des disparités entre les électeurs : ceux qui s'investissent dans les débats et sont représentés par les groupes de pression semblent avoir un poids plus important dans l'infléchissement des politiques que ceux qui restent muets. De fait, le poids de leur vote lors de l'élection est plus important. Ainsi, en résolvant en partie le problème du manque d'information et donc la mauvaise distribution du pouvoir politique d'un côté, l'idéologie politique ne parvient pas à limiter complètement cette inégalité flagrante dans la distribution du pouvoir politique.

Un autre souci que pose l'idéologie politique a trait au modèle lui-même. Nous l'avons rappelé à nombre d'occasions, le modèle électoral downsien repose en grande partie sur l'hypothèse de rationalité. Or il apparait une tension importante entre idéologie politique et rationalité du vote.

Si l'idéologie est une façon pour les électeurs de voter de façon plus éclairée et donc plus rationnelle que s'ils avaient à voter dans un cadre d'information totalement imparfaite, nous allons voir qu'elle peut, à certaines occasions, être à la source d'un affaiblissement de la rationalité.

Ainsi, si les partis en lice pour obtenir le pouvoir ont des informations de même nature de la part de leurs émissaires ou des différents lobbies, ils pourront adopter des idéologies similaires. Dans ce cadre, il deviendra impossible pour l'électeur de différencier clairement entre différents partis. Tout calcul de différentiel partisan sera impossible et alors le vote pour l'un ou pour

l'autre des partis sera fait sur des bases non rationnelles par l'individu. Celui-ci pourrait même être amené à s'abstenir de voter. En effet, lorsqu'un électeur obtient un différentiel partisan nul entre différents partis ou candidats – c'est-à-dire qu'après comparaison, l'électeur conclura à l'équivalence des partis sur le plan politique – il ne peut définir de choix clair quant au vote à effectuer. La solution de l'abstention apparaît dès lors la plus sage, la plus rationnelle en ce sens que, rappelons-le, le vote n'est pas un acte gratuit et qu'il n'y est procédé que lorsque le résultat du vote produit un rendement important (ce qui n'est clairement pas le cas dans le cadre de différentiels partisans nuls). Dès lors, le vote ou l'abstention de vote provoqués par une convergence des idéologies produit un résultat beaucoup moins rationnel que ce qu'il en aurait été si les électeurs disposaient des informations précises sur les programmes des partis qui, eux, peuvent ne pas réellement converger.

Une autre tension peut apparaître entre idéologie et rationalité. « Si un parti pense pouvoir augmenter ses chances d'accéder au pouvoir en décourageant les électeurs d'être rationnels, il se conduit rationnellement en agissant ainsi » (p. 164). En d'autres termes, Downs indique qu'il peut être rationnel pour les partis de pousser consciemment les électeurs à l'irrationalité. Cette volonté peut passer par la proposition de politiques ambiguës notamment ou par la diffusion d'informations erronées. Quoi qu'il en soit, ici encore, l'idéologie est source d'une rationalité moindre. « Rendre le vote moins que parfaitement rationnel ne le prive pas de toute utilité mais en réduit simplement l'efficacité en tant que processus de sélection du gouvernement » (*Ibid.*).

Au final, si « les partis parviennent à voiler leurs décisions politiques d'un brouillard de généralités et si les électeurs échouent à découvrir la portée réelle de leur vote, on voit se développer une crise de rationalité » (p. 165). Ainsi, un véritable *trade-off* apparaît dans le modèle électoral downsien entre idéologie politique et rationalité.

#### 4. Conclusion

Le modèle électoral downsien repose sur deux hypothèses fortes : celle de la rationalité des agents et celle de l'existence d'un monde incertain. Si l'hypothèse d'incertitude est dictée par le fait que sans elle, et selon l'analyse de Downs, le système démocratique représentatif pourrait vaciller, en revanche elle est la cause de l'apparition de nombre de difficultés. D'abord, l'incertitude provoque une forte instabilité chronique de l'équilibre politique. Ensuite, l'imperfection de l'information, couplée à la réalité de la stratification sociale de la société entraîne une inégale distribution du pouvoir politique chez les électeurs. Downs semble trouver une réponse partielle à ces problèmes en introduisant l'existence d'idéologies politiques, capables de stabiliser l'équilibre politique et de pallier en partie à l'imperfection de l'information et surtout à son coût d'acquisition. Cependant, cette solution est lacunaire en ce qu'elle ne permet pas de résorber complètement l'inégale distribution du pouvoir politique et de par le *trade-off* qu'elle impose entre stabilité politique et rationalité des votes.

## Références bibliographiques

**Alesina, A. (1988)** “Macroeconomics and Politics”, *NBER Macroeconomics Annual*, 3, pp. 13-52.

**Alesina, A. (2000)** “[The Political Business Cycle after 25 Years]: Comment”, *NBER Macroeconomics Annual*, 15, pp. 117-124.

**Almond, G. A. (1990)** *A discipline Divided. Schools and sects in political science*, Sage Publications, Inc.

**Arrow, K. J. (1963 [1951])** *Social choice and individual values*, Cowles Foundation for Research in Economics at Yale University.

**Banfield, E. C. (1958)** « Reviewed Work(s): An Economic Theory of Democracy by Anthony Downs » *Midwest Journal of Political Science*, 2(3), pp. 324-325.

**Bergson, A. (1958)** « Reviewed Work(s): An Economic Theory of Democracy by Anthony Downs », *American Economic Review*, 48(3), pp. 437-440.

**Black, D. (1948)** « On the rationale of group decision-making », *Journal of Political Economy*, 56(1), pp. 23-34.

**Coughlin, P. J. (2004)** « Single-peaked preferences and median voter theorems », in *The Encyclopedia of Public Choice Volume II*, Springer, pp. 524-528.

**Crespo, R. (2010)** « De la economía subordinada a la política a la política subordinada a la economía », *Desarrollo Económico*, Vol. 50, No. 197, pp. 113-128.

**Cunningham, F. (2002)** *Theories of democracy: A critical introduction*, Routledge contemporary political philosophy, Routledge, London.

**Debreu, G (1959)** *Theory of Value, An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium*, Yale University Press, New Heaven and London.

**Denzau, A. T. & North, D. C. (1994)** “Shared Mental Models: Ideologies and Institutions”, *Kyklos*, 47(1), pp. 3-31.

**Diamond, M. (1959)** « Reviewed Work(s): An Economic Theory of Democracy by Anthony Downs », *Journal of Political Economy*, 67(2), pp. 208-211.

**Downs, A. (1957)** « An Economic Theory of Political Action in a Democracy », *The Journal of Political Economy*, 65(2), pp. 135-150.

**Downs, A. (1993)** « The Origins of An Economic Theory of Democracy » in Grofman, B. (Ed.), *Information, Participation and Choice: An Economic Theory of Democracy in Perspective*, Ann Harbor: The University of Michigan Press.

**Downs, A. (2013 [1957])** *Une théorie économique de la démocratie*, Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.

**Dubois, E. (2016)** « Political Business Cycles 40 Years after Nordhaus », *Public Choice*, 166(1), pp. 235-259.

**Gray, M. & Wuffle, A. (2005)** « Vindicating Anthony Downs », *PS: Political Science and Politics*, 38(4), pp. 737-740.

**Hotelling, H. (1929)** « Stability in competition » *The Economic Journal*, 39(153), pp. 41-57.

**Lippmann, W. (1960 [1955])** *The Public Philosophy*, A Mentor Book, The New American Library of World Literature, Inc., New York.

**Lippmann, W. (1965 [1922])** *Public Opinion*, The Free Press, Macmillian Company, New York.

**Mannheim, K. (1956 [1929])** *Idéologie et Utopie. Une introduction à la sociologie de la connaissance*, Paris : Librairie Marcel Rivière et Cie. collection Petite Bibliothèque Sociologique Internationale, Série B : Les classiques de la sociologie.

**Marvick, D. (1960)** « Reviewed Work(s): An Economic Theory of Democracy by Anthony Downs » *The Western Political Quarterly*, 13(1), pp. 214-215.

**Morgan, M. S. & Rutherford, M. (1998)** « American economics: the character of the transformation », *History of Political Economy*, 30(supplément), pp. 1-26.

**Nordhaus, W. D. (1975)** « The Political Business Cycle », *The Review of Economic Studies*, 42(2), pp. 169-190.

**North, D. C. (1992)** « Institutions, Ideology, and Economic Performance », *Cato Journal*, 11(3), pp. 477-488.

**Petracca, M. P. (1991)** « The rational choice approach to politics: a challenge to democratic theory », *The Review of Politics*, 53(2), pp. 289-319.

**Riker, W. H. & Ordeshook P. C. (1968)** « A Theory of the Calculus of Voting », *The American Political Science Review*, 62(1), pp. 25-42.

**Schumpeter, J. A. (1951 [1942])** *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris : Payot.

**Strom, G. S. (1975)** « On the Apparent Paradox of Participation: A New Proposal », *The American Political Science Review*, 69(3), pp. 908-913.

**Waterman, A. M. C. (2002)** « "The new political economies" then and now: Economic theory and the mutation of political doctrine », *American Journal of Economics and Sociology*, 61(1), pp. 13-51.

43. **Zakaria, F. (1997)** “The Rise of Illiberal Democracy”, *Foreign Affairs*, 76(6), pp. 22-